

Richard Wolff : pourquoi les dirigeants européens provoquent la guerre avec la Russie

Le professeur Richard Wolff explique pourquoi les dirigeants européens provoquent une guerre avec la Russie. Achetez des produits dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glennndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennndiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennndiesen> Offrez-moi un café : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bon retour parmi nous. Le professeur Richard Wolff nous rejoint aujourd'hui pour parler d'un article qu'il a récemment écrit, sur les raisons pour lesquelles les dirigeants européens provoquent une guerre avec la Russie. Permettez-moi d'abord de vous remercier de revenir dans l'émission.

#Richard Wolff

Avec plaisir, Glenn.

#Glenn

Je me suis dit qu'on pourrait commencer par cette question : comment voyez-vous les tensions actuelles avec la Russie s'inscrire dans cette trajectoire historique plus longue, plutôt que comme une simple réaction temporaire à l'invasion de l'Ukraine par la Russie ?

#Richard Wolff

Eh bien, laissez-moi répondre de manière un peu personnelle. Depuis de nombreux mois, je me demande pourquoi, compte tenu de ce que je vois comme d'énormes problèmes économiques et politiques en Europe, liés à ce que je considère comme le déclin indéniable de cette partie du monde par rapport au rôle qu'elle a joué pendant la plus grande partie des quatre ou cinq derniers siècles — la perte de ses colonies, certes ; l'ascension des États-Unis, certes ; plus récemment, l'ascension de la Chine, certes ; la révolte du Sud global, née de la fin du colonialisme, certes — rien de tout cela ne semblait m'apporter une explication que je puisse comprendre à ce qui paraissait être une politique quasiment universelle. Mais plus encore qu'une politique, un engagement sincère et

enthousiaste à diaboliser la Russie, qui était déjà bien engagé avant l'invasion de février deux mille vingt-deux.

#Richard Wolff

de l'Ukraine par la Russie. Cela se voyait déjà dans ce qui m'a frappé, avant même que je sache ce qu'Angela Merkel admettrait plus tard : qu'ils avaient déjà joué avec les accords conclus avec la Russie, dans une manœuvre visant à gagner du temps pour développer l'armée qui leur permettrait de se battre jusqu'au dernier Ukrainien. Pour moi, c'était un mystère. J'ai passé de nombreuses heures à marcher dans New York, où je vis, en essayant de comprendre ce qui, bon sang, se passait. Ma famille étant européenne, je lis le français et l'allemand. Je l'ai toujours fait. Ce sont les langues avec lesquelles j'ai grandi.

J'ai donc pu observer le processus dans ces deux pays. Les dirigeants, vous savez, les Macron, les Merz — mais cela vaut aussi pour Rutte, Starmer ou n'importe quel autre — m'ont donné l'impression de diaboliser Poutine, au point de le faire ressembler à Staline en tout, sauf physiquement. Et de diaboliser la Russie d'une manière qui, littéralement, n'avait aucun sens pour moi. Et l'article que j'ai récemment envoyé à des gens, et qui a été repris un peu partout, ce dont je me réjouis, explique comment j'ai pu répondre à ma propre question : qu'est-ce qui se passe ? Qu'est-ce qui explique l'intensité et le niveau de russophobie qui animent la plupart des dirigeants européens ?

#Glenn

Souvent, quand on se demande, vous savez, si vous demandez aux gens d'où vient cette haine envers la Russie, parce qu'en général, haïr son adversaire de cette manière, ce n'est pas très utile. Et souvent, la réponse, c'est : eh bien, ils ont attaqué l'Ukraine. Autrement dit, le raisonnement est que cela est arrivé de nulle part. Encore une fois, « invasion non provoquée », c'est le slogan auquel nous devons tous adhérer. Mais bien sûr, on peut remonter plus loin et dire que c'est toute la période de l'après-guerre froide, durant laquelle l'OTAN et l'Union européenne ont, en substance, redécoupé l'Europe et abandonné tous les accords visant une Europe paneuropéenne. On peut remonter encore plus loin, et soutenir que, pendant toute la guerre froide, il s'agit du ressentiment persistant de... Mais si vous parcourez la littérature, vous trouvez d'éminents universitaires britanniques qui, il y a deux cents ans, écrivaient déjà sur la dangereuse russophobie qui sévissait en Grande-Bretagne. Cette haine irrationnelle de la Russie, qui va au-delà de ce qui est raisonnable, qui crée des ennemis là où ce n'est pas nécessaire et qui gaspille des ressources. Vous, jusqu'où remonteriez-vous ? Enfin, à quel point faudrait-il remonter pour donner un sens à tout cela ?

#Richard Wolff

Eh bien, je remonterais certainement à des siècles de rivalité coloniale. Les Britanniques et les Russes se sont retrouvés face à face dans toute l'Asie centrale et, à bien des égards, aussi en

Extrême-Orient, en Asie. Il y avait toujours la crainte d'un conflit au sein de l'Europe, selon les alliances que chacun concluait. À l'époque, les Russes s'intéressaient davantage à l'Autriche et à l'Allemagne, et la Grande-Bretagne ne voulait pas que cela arrive, pour toutes sortes de raisons, liées elles aussi principalement à la question coloniale. Une fois que le monde a été partagé entre les puissances coloniales, avec pour point culminant Berlin en mille huit cent quatre-vingt-quatre, lorsqu'ils ont littéralement pris des marqueurs et se sont partagé l'Afrique : l'Allemagne prend ceci, la France cela, la Grande-Bretagne ceci, la Belgique cela, et ainsi de suite.

Une fois cela fait, la phase suivante, comme l'avaient déjà relevé des critiques perspicaces, c'était que le seul moyen de poursuivre la dynamique d'expansion qui avait dominé la période coloniale serait d'empiéter sur les possessions coloniales des uns et des autres. Il n'y avait plus de terres, entre guillemets, « vides » à s'approprier. Bien sûr, elles n'ont jamais été vides. Elles étaient peuplées, mais pas d'Européens, et donc ces populations n'étaient pas jugées dignes de respect. Et je pense que c'est probablement là que cela a commencé, car auparavant, l'écart entre la Russie et la Grande-Bretagne était si immense, à tant de niveaux, qu'elles n'auraient pas eu l'occasion d'avoir ce type de conflit. Autrement dit, plus tôt, un dirigeant français comme Napoléon pouvait envahir la Russie, à son grand regret, mais pas vraiment un dirigeant britannique.

Cela est venu plus tard, quand elles sont devenues les grands empires qui s'affrontaient, surtout vers la seconde moitié du XIXe siècle et le début du XXe siècle. Et la Grande-Bretagne, rappelons-le, faisait partie des quatre pays qui ont envoyé un contingent militaire en Russie après la révolution, pour combattre aux côtés de l'Armée blanche dans la guerre civile russe. La Grande-Bretagne a envoyé des troupes, les Français aussi, les Américains et les Japonais. Quatre pays. Les États-Unis ont envoyé un contingent de dix mille soldats. Et rappelons que c'était juste après la fin de la Première Guerre mondiale. Il fallait donc prendre un engagement énorme pour renvoyer ses troupes combattre en Europe, alors qu'on venait tout juste de célébrer le fait de les avoir sorties des combats en Europe. Et ces quatre pays l'ont fait. Voilà quel était leur engagement : envahir et détruire ce nouveau gouvernement du Parti communiste dans cette partie du monde.

Cela a suscité en Russie une profonde, profonde anxiété, de la peur et du ressentiment envers les Britanniques, plus qu'il n'en existait auparavant, même à l'époque impériale. Et puis, laissez-moi commenter ce point. Je vais être très direct, même si je sais que cela peut offenser certaines personnes. Je vis aux États-Unis. Je ne vis pas en Europe, donc je ressens davantage ce que pensent les gens dans ce pays. Et voici ce que je vous dirais : l'immense majorité des gens dans ce pays ne ressent absolument aucune solidarité avec l'Ukraine. Il y a des raisons pour lesquelles tous les sondages montrent que, dès le premier jour, à la fin du mois de février de cette année, la majorité des Américains interrogés ont dit qu'ils étaient contre cette guerre. C'est une autre manière de dire qu'ils n'éprouvent pas de sympathie particulière pour les Ukrainiens.

Et ce n'est pas parce qu'ils ont conscience des provocations. Vous avez tout à fait raison. C'est très facile à démontrer. La honte, là-dedans, ce sont les intellectuels et les gens qui, normalement, examinent ces choses avec un minimum de conscience historique, et qui utilisent cette expression :

« non provoquée ». C'est infantile. Vous savez, si vous faites un travail sérieux, le simple mot « non provoquée » devrait normalement faire surgir cette question : « Ah, quelles étaient les provocations ? » Si les gens disent que c'était non provoqué, cela veut dire soit qu'ils ne savent pas, soit qu'ils ne veulent pas regarder la réalité en face. Les choses ne se produisent pas sans provocation. C'est absurde. C'est infantile. C'est ridicule. Mais je ne pense pas que les Américains s'en soucient, et je pense qu'on les a conditionnés à ne pas s'en soucier. Vous savez, de quoi s'agit-il ? D'un grand pays, la Russie, qui envahit un pays bien plus petit. On pourrait susciter de la sympathie si les gens ne voyaient les choses que sous cet angle.

Et les médias américains ont essayé de présenter les choses ainsi. Mais c'était une tâche impossible, parce que les États-Unis avaient envahi le Vietnam — un grand pays riche qui envahit un petit pays pauvre — et ils avaient fait la même chose en Afghanistan, puis en Irak. Et ils ne se sont jamais souciés d'être un grand pays envahissant un petit. Ce que vous faisiez, que ce soit intentionnel ou non, c'était d'apprendre au peuple américain à ne pas être bouleversé par cela. Parce que, bien sûr, il y avait les gentils, nous, contre les méchants. Et c'était ça, le critère à utiliser. Pas la taille, pas les ressources relatives, pas la puissance militaire, ni tous les autres éléments. Si vous aviez éduqué les Américains autrement, ils auraient peut-être réagi, à l'époque, à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Mais l'ironie, c'est que vous leur avez appris à ne pas réagir, et ils ont docilement suivi cet enseignement.

Et ça ne s'est pas amélioré non plus. Autrement dit, les mois qui se sont écoulés depuis le début de la guerre en Iran, ou les années qui se sont écoulées depuis la guerre en Irak — en Iran, excusez-moi — n'ont pas changé cette situation. Une majorité d'Américains ne veut pas de la guerre en Iran. Ils n'en veulent pas du tout. Et maintenant que ça coûte de l'argent, et maintenant qu'il apparaît de plus en plus clairement que les États-Unis ont perdu la guerre en Iran et qu'ils sont, on peut le soutenir, en train de perdre en Ukraine, le déséquilibre devient encore plus marqué. Donc je ne pense pas que tout cela ait de l'importance. J'en suis arrivé à la seule explication qui avait du sens pour moi, à la fois au regard du contexte historique, de ce qui se passe aujourd'hui, et de l'avenir que ces Européens s'imaginent pour eux-mêmes. Même si, au fond de moi, je crois que ce fantasme sur l'avenir est aussi une manière détournée de se confronter à la réalité du déclin, dans le passé comme dans le présent.

#Glenn

Souvent, l'attention se porte beaucoup sur, comme je l'ai dit, l'architecture de sécurité. Autrement dit, après la guerre froide, on le sait, la nécessité de conserver l'OTAN tenait essentiellement au fait que les Européens n'étaient pas capables de se réformer, parce qu'ils avaient besoin de ce système d'alliance, de cette OTAN qui maintenait les États-Unis en Europe, mais qui entretenait aussi les divisions en Europe. Et je souligne toujours que, dans les années 1990, jamais dans l'histoire on n'a vu une Russie plus pro-occidentale, qui voulait désespérément s'intégrer à l'Occident. Je veux dire, c'était le meilleur moment de l'histoire pour établir une relation de travail avec la Russie.

Et notre meilleure réponse, ça a été : élargissons le bloc militaire jusqu'à leurs frontières, alors que nous savions que cela déclencherait ensuite un conflit. Donc, là encore, beaucoup de mauvaises décisions. Mais je me demandais : vous écrivez sur les dirigeants européens, qui sont liés à... enfin, qui relient essentiellement la direction politique aux institutions des États-Unis. Toute leur carrière repose sur l'idée que le rôle de l'Europe dans le monde est d'être le partenaire subalterne des États-Unis. Et on voit une classe politique formée à penser que la sécurité, c'est l'OTAN. La société civile est représentée par des ONG financées par la CIA, la Banque mondiale, le FMI. Enfin, cette idéologie est promue par les États-Unis. C'est cela qui dirige toute l'Europe aujourd'hui.

Et je cite toujours cette conversation que j'ai eue avec le colonel Lawrence Wilkerson, parce qu'il était à la Maison-Blanche, vous savez, en tant que chef de cabinet du secrétaire d'État américain. Il expliquait qu'ils avaient ces grands tableaux blancs à la Maison-Blanche, où ils affichaient tous les dirigeants européens pour décider qui devait être promu dans le système et qui devait être relégué. Et le seul critère, c'était leur obéissance à Washington. Donc, en substance, ils fabriquaient des marionnettes en Europe. Mais je voulais vous interroger sur le modèle économique, parce que cela semble être un autre domaine que les Européens ont complètement lié aux États-Unis après la Seconde Guerre mondiale. Et maintenant, on voit Trump nous dire, en substance : eh bien, vous êtes un peu, vous savez, dépassés.

Nous avons d'autres priorités : l'hémisphère occidental, l'Asie de l'Est. Et, en fait, c'est tout à fait légitime. Vous savez, le monde devient multipolaire. Les États-Unis doivent établir des priorités. Il n'y a plus aucune raison pour que l'Europe soit en tête des priorités américaines. Donc, pour la première fois, ils se tournent vers l'Asie de l'Est. Ils se tournent vers l'hémisphère occidental, en le faisant passer avant l'Europe. Alors, quel est maintenant le modèle économique des Européens ? Parce qu'ils ne relient plus le monde par des corridors de transport physique. Ils ne sont plus à la pointe des technologies, des industries, de la finance. Quel est le modèle de l'Europe ? Quel est leur modèle, maintenant, s'ils ne sont plus le partenaire junior d'une hégémonie américaine bienveillante ?

#Richard Wolff

Eh bien, vous avez soulevé toute une série de questions. Partons de la dernière, puis on abordera deux ou trois autres points. Je ne pense pas que l'Europe ait un avenir, et je pense qu'ils le savent. Cela les terrifie. Je pense que vous avez tout à fait raison : ils sont des créatures des États-Unis. Ils ont fait ce choix tout au long de l'après-Seconde Guerre mondiale. Je comprends pourquoi ils l'ont fait. Je ne sais pas dans quelle mesure ils avaient réellement le choix, au bout du compte, mais ils en avaient un certain nombre. Et ils ont décidé que devenir le partenaire junior des États-Unis était, pour eux, la voie à suivre. Le problème, c'est que, pour la reconstruction après la Seconde Guerre mondiale, cela a porté ses fruits politiquement.

Et après la reconstruction, disons de 1945 à 1975 environ, ils ont trouvé suffisamment de créneaux. Des créneaux qu'ils pouvaient occuper pour maintenir, pendant un temps, leur niveau de vie. Par « créneau », j'entends par exemple qu'ils pouvaient concurrencer efficacement les États-Unis dans l'

automobile. Volkswagen, Fiat, Renault : pendant un temps, ils ont vraiment été compétitifs. Deuxièmement, l'industrie du luxe. Vous savez, c'est davantage français, mais les Italiens en ont aussi une grande part, dans l'habillement et ainsi de suite. Moët, le champagne, Louis Vuitton en France, tout ça. Ils ont donc pu devenir une destination touristique majeure, faire certaines choses, et être plutôt bien rémunérés en se montrant utiles aux fondations américaines.

Je pense à Ford et Rockefeller, qui ont fait des choses incroyables. Enfin, ils ont pris en charge, pendant un temps, plus de la moitié du système universitaire européen. Tout cela a pris fin à la fin du siècle. À la fin du siècle, au début de ce nouveau siècle, les difficultés des États-Unis les ont rendus de plus en plus pingres sur ce que le partenaire junior pouvait être autorisé à obtenir. Et la montée de la Chine les a frappés de l'autre côté, en leur prenant de plus en plus leurs marchés d'exportation, et en commençant — ce qu'elle fait aujourd'hui — à pénétrer le marché de consommation à l'intérieur de l'Europe. Il n'y a pas d'avenir. Ils ne sont nulle part dans la science de haute technologie. C'est désormais entièrement une compétition entre les États-Unis et la Chine, que les États-Unis sont en train de perdre. Et les Européens sont tellement en retard.

C'est comme pour l'armée. Ils ne les rattraperont jamais. M. Merz dit : « Je vais dépenser huit cents milliards de dollars pour l'armée au cours des dix prochaines années. » Les États-Unis ont aujourd'hui un budget de six cents milliards de dollars pour la seule année à venir. Donc, vous ne rattraperez pas les États-Unis. Je dirais la même chose de la Chine, sauf que nous ne connaissons pas les détails sur le niveau d'avancement des Chinois. Tout ce qu'on sait, c'est qu'ils sont bien plus avancés que l'Europe. Donc voilà, ils n'ont pas d'armée. Ils n'ont rien. Maintenant, laissez-moi vous montrer en quoi l'histoire est très utile ici. Je vais prendre un exemple extrême, mais je crois qu'il est valable pour tout le continent. La Belgique est un très petit pays. Je suis sûr que vous êtes déjà allé en Belgique.

Je suis allé en Belgique. Vous savez, c'est très agréable. Bruxelles a ce vieux quartier qui est charmant à regarder, et tout ça. Mais la Belgique est un petit pays européen, sans grandes ressources. Pourtant, elle avait une colonie, le Congo, qui est sans doute la région la plus riche de toute l'Afrique. Des sols d'une fertilité incroyable, un fleuve extraordinaire qui le traverse de part en part et qui permet de naviguer loin vers l'intérieur, là où se trouvent toutes ces terres riches. La Belgique a donc pu devenir un pays européen confortable, bourgeois et riche. Mais il ne faut pas être un génie pour comprendre que c'est parce qu'elle pouvait piller un immense arrière-pays colonial. Et il en allait de même pour la France, l'Allemagne, et ainsi de suite.

À moins, bien sûr, qu'elles ne les perdent. Et qu'arrive-t-il à une société lorsqu'elle perd ces colonies dont son niveau de vie dépendait, à des égards très importants ? Eh bien, nous connaissons la réponse. Nous avons un exemple historique. À la fin de la Première Guerre mondiale, la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis ont privé l'Allemagne de ses colonies. Bon, cela a eu quelque chose à voir avec l'arrivée de M. Hitler. Ce n'était pas le seul facteur. Mais perdre ces colonies, perdre la guerre, connaître la pire inflation de l'histoire de l'Europe en mille neuf cent vingt-trois et mille neuf cent vingt-quatre, puis la Grande Dépression en mille neuf cent vingt-neuf, c'est trop de

traumatismes économiques sur une période trop courte. Cela produit une diabolisation hystérique, devinez de qui, de la Russie et du bolchevisme, parce que c'était le langage de l'époque. Et de quoi Hitler rêvait-il ? Hitler rêvait de prendre la Russie.

Je ne connais pas assez l'histoire allemande pour savoir s'ils avaient un tableau blanc et s'ils avaient déterminé comment ils allaient découper la Russie en sous-parties, ou quelle place la Pologne occupait dans ce joli récit, ou la République tchèque. Mais je peux vous assurer qu'ils y ont réfléchi. C'était l'une des raisons pour lesquelles ils ont pris ce risque. L'opération Barbarossa s'inscrivait dans cette logique. Bon, si vous mettez tout ça bout à bout, voici ma conclusion, comme vous l'avez vu dans l'article : la raison pour laquelle les dirigeants européens sont hystériques — un mot que j'emploierais pour les nazis et Hitler en Allemagne — tient à des raisons comparables. Ils n'avaient plus de colonies. Ils les ont perdues après la Première Guerre mondiale, ou pendant la période qui a suivi. Pendant un temps, ils ont pu s'accrocher, vous savez. L'Afrique équatoriale française était nominalement indépendante politiquement, mais pas vraiment sur le plan économique.

Mais avec le temps, ça a changé. Ces pays ont compris que l'indépendance politique, sans indépendance économique, ne correspond pas à ce qu'ils espéraient. Donc, de plus en plus, l'empire, formel ou informel, s'atrophie. Alors, qu'est-ce qu'il leur reste ? Les deux murs, les États-Unis et la Chine, les écrasent. Ils se retrouvent coincés dans le rôle de partenaire subalterne. Et les masses européennes vont se retourner contre eux. Je pense que c'est ce que représente l'Alternative für Deutschland. Je pense que ce type véreux en Angleterre, Farage, ou quel que soit son nom, c'est la même chose. Le Pen, encore une fois, c'est la même chose en France, et ainsi de suite. Ce sont des gens qui prennent position politiquement en disant : nous rejetons tout ça. Nous rejetons la subordination aux États-Unis.

Nous devrions ouvrir nos frontières aux immigrés. Nous allons faire quelque chose. Ils ne peuvent rien faire. Tout ça, c'est des conneries. Mais ce sont les bonnes conneries, au bon moment, parce que ça parle d'une vraie souffrance et d'une vraie anxiété chez les Européens. Et c'est fondé sur ce qui, à mon avis, est une très bonne évaluation de ce qui arrive à ces gens. Alors les dirigeants, pour se sauver eux-mêmes, doivent à la fois inventer un démon contre lequel ils protégeraient leur population, et une occasion de récupérer leur situation économique dégradée. Et quelle est-elle ? La guerre fantasmée contre la Russie, qu'on découperait en morceaux : une part pour l'Allemagne, une part pour la France, une part pour l'Italie, une part pour la Grande-Bretagne. Oh là là, le tout au nom de l'anti-autoritarisme. Et c'est mon dernier point.

Toute ma vie, ici aux États-Unis — je suis né ici, j'y ai vécu et j'y ai travaillé toute ma vie — on nous a toujours appris, à l'université et par nos médias, que la Russie était un endroit horrible. Que les Russes étaient de mauvaises personnes. Que le communisme représentait la somme de tous les maux. Une hystérie permanente, année après année, atteignant des niveaux d'absurdité... Enfin, j'essaie d'expliquer ça à des Européens qui n'ont pas vécu cette époque. C'est très difficile. Vous pensez que j'exagère, et si j'étais à votre place, je suis sûr que je le penserais aussi. Mais ce n'est pas le cas. Des choses complètement folles. Pour nous, donc, les années quatre-vingt-dix ont été l'

occasion, exactement comme vous l'avez décrit, mais nous le formulons autrement. Désormais, il n'y avait plus d'obstacle pour bien s'entendre avec ces sympathiques Russes, parce que l'obstacle avait disparu. Il n'y avait plus de communisme.

Les Américains ne savent pas grand-chose du communisme. Ils n'en savaient pas beaucoup à l'époque, et ils n'en savent pas davantage aujourd'hui. Mais le mal, c'était ça, pas la Russie. C'est en partie pour cela que M. Trump s'est éloigné des Européens et s'est moqué de leur anti-russisme. C'est le produit, comme moi, de cette formation américaine. Et notre formation ne consistait pas à diaboliser la Russie. Elle consistait à diaboliser le communisme, et ça a disparu. Quand M. Trump va à Moscou, il y voit des hommes d'affaires ambitieux, désireux de conclure des accords avec lui et avec d'autres gens comme lui. Et lui veut conclure un accord. Ils sont prêts. Il n'a pas besoin de les envahir ni de les diviser. Ils sont déjà prêts à conclure toutes sortes d'accords avec lui, comme ils le font avec d'autres en Occident. Ils n'ont aucun intérêt à se lancer dans une aventure militaire, et ils n'en seraient pas capables. Ils ne sont pas assez forts.

Ce qu'on voit en Ukraine, c'est qu'ils sont assez forts pour continuer à avancer, mais ils ne peuvent plus avancer au rythme auquel ils le faisaient il y a deux ans. Pourquoi ? Parce que les Européens se sont mobilisés, et que les Américains continuent de leur fournir les moyens militaires de poursuivre cette guerre. Imaginez si la Russie essayait de faire ça, je ne sais pas, en Italie ou en Europe de l'Est. C'est complètement fou. C'est le genre de folie que Poutine, qui semble être un personnage prudent et calculateur, ne va pas faire. Regardez combien de temps ils ont attendu pendant que l'OTAN avançait vers l'est avant de faire quoi que ce soit. Une bonne partie de la raison pour laquelle ils se sentaient capables de faire ce qu'ils ont fait en Ukraine, c'est qu'ils s'en étaient déjà tirés auparavant en Pologne, et ainsi de suite. La situation est très claire.

Mais je pense que la diabolisation de la Russie, et le fantasme de la vaincre et de la dépecer, donnent aux dirigeants européens un ennemi contre lequel s'opposer, et une cause à défendre et à résoudre. Le seul problème, c'est qu'ils ont probablement attendu trop longtemps. Ils ont donc désormais des ennemis intérieurs qui peuvent, et qui, j'en suis sûr, s'emploient à saper leurs efforts en ce sens. C'est en partie pour cela qu'ils ne peuvent apparemment pas rompre avec les États-Unis, peu importe à quel point ils sont insultés et maltraités à chaque occasion. Et je peux vous l'assurer, parce que j'ai fréquenté les écoles d'élite de ce pays et que j'ai des amis personnels dans toute l'administration : l'hostilité envers l'Europe est très profonde. Elle ne se limite absolument pas au Parti républicain ni à M. Trump. Pas du tout.

Il y a clairement le sentiment que nous avons porté l'Europe, et que nous ne pouvons pas nous permettre de continuer ainsi. Et la discussion s'arrête là. Nous sommes occupés ailleurs. Comme vous le dites, dans l'hémisphère occidental, vers lequel nous nous replions, en un sens. Dans le Pacifique, au sujet duquel nous ferons des déclarations, mais que nous avons déjà, en réalité, cédé aux Chinois. Et les problèmes que nous avons en Amérique latine sont graves. Les gens au sommet

le savent. Ils savent qu'il faudra beaucoup d'efforts pour maîtriser cette situation, notamment parce que l'un des grands changements en Amérique latine, c'est que, pays après pays, se développe une dépendance à l'égard de la Chine.

#Glenn

Le principal défi, toutefois, avec ce plan européen, si vous voulez, c'est... Et je ne le conteste pas. Je veux dire, la cheffe de la diplomatie de l'Union européenne, Kaja Kallas, l'a même dit très ouvertement : à quel point il serait plus facile de traiter avec la Russie si elle était vaincue dans cette guerre et démantelée en de nombreux États plus petits. Je veux dire, c'est... On ne peut pas être plus clair que ça. Mais le problème, bien sûr, c'est que la Russie est la première puissance nucléaire mondiale. Mais les Européens aussi — les dirigeants européens, pour être précis — avancent également l'idée qu'une condition de la paix doit être que la Russie paie des réparations.

Plus précisément, ils doivent rembourser les prêts que l'Union européenne a accordés à l'Ukraine, ce qui revient à lui retirer des ressources. Et c'est tout simplement un refus fondamental, après quatre ans et demi, ne serait-ce que de parler aux Russes. Alors même que, vous savez, ils prétendent soutenir l'Ukraine et tout le reste, alors que la plupart des Ukrainiens veulent des négociations immédiates et savent de quoi cette guerre est réellement l'enjeu. Il s'agit de l'effondrement d'une architecture de sécurité paneuropéenne. Mais je me demandais quelles autres options s'offrent à l'Europe, parce que je comprends, je peux comprendre la panique des dirigeants européens. C'est-à-dire que leur modèle économique s'est complètement effondré.

On ne sait pas clairement ce qu'ils vont faire. Toute l'unité européenne, la possibilité de parler de l'Europe comme si c'était une seule entité... tout cela va aussi être remis en question une fois que les États-Unis se retireront et que le modèle économique aura disparu. Je pense qu'ils vont commencer à se fragmenter davantage, et qu'il est nécessaire, au fond, que le continent européen se réinvente complètement. Mais il se trouve qu'il y a un immense pays européen, plus précisément le plus grand pays européen du continent : la Russie. Elle dispose de ressources naturelles qui semblent illimitées. Elle a un territoire immense et des infrastructures de transport.

Je veux dire, sa connectivité physique descend jusqu'au Moyen-Orient. Elle va jusqu'en Asie de l'Est. Elle peut relier les Européens à tout, jusqu'à l'Asie de l'Est, jusqu'à la Chine. Je veux dire, cela pourrait être une période enthousiasmante. Et puis, les Russes disposent d'une grande souveraineté technologique. Je veux dire par là qu'ils ont leurs propres écosystèmes numériques. Mais au lieu de tirer parti de tout cela, les Européens se sont complètement coupés de l'énergie russe. Ils n'ont aucun intérêt à se connecter aux corridors de transport russes. En fait, les Européens semblent vouloir militariser l'Arctique, qui pourrait leur offrir une route très courte et peu coûteuse vers l'Asie.

Et bien sûr, avec la technologie russe, parce qu'ils disposent réellement, comme je l'ai dit, de cet écosystème numérique, nous semblons obsédés par l'idée de bombarder Wildberries et tous ces centres de commerce en ligne. Je veux dire, c'est assez stupéfiant. On dirait que si nous redivisons

le continent comme nous l'avons fait, cela nous isole encore davantage. Je veux dire, si nous trouvions une cause commune avec la Russie, ou au moins si nous travaillions avec elle, si nous lui parlions, nous pourrions créer une Europe très différente. Mais j'imagine que ma question sera la suivante : quelles autres voies l'Europe pourrait-elle suivre, au lieu de combattre la Russie ?

#Richard Wolff

Je ne crois pas à la prédiction de l'avenir. Je ne prétends absolument pas avoir cette capacité, et je ne la vois nulle part ailleurs non plus. Cela dit, si vous reformuliez votre question en me demandant comment j'imagine que les choses vont évoluer, alors je vous dirais ceci. Je pense que le réarmement de l'Europe, qui est déjà en cours, recevra le soutien des États-Unis, tout simplement parce qu'il libère des fonds qui auraient pu être dépensés d'une manière aidant l'Europe, pour les utiliser ici à cette fin, vous savez, pour renforcer tout l'armement d'interception Patriot, qui est manifestement en pénurie ces temps-ci, et ainsi de suite.

Et le réarmement de l'Europe exigera, surtout sous les pressions qu'ils s'imposent eux-mêmes, de réduire le soutien à la protection sociale, à l'État-providence ou à la social-démocratie, peu importe le terme qu'on emploie. Et cela produira, de manière inégale d'un pays à l'autre, des tensions et des conflits internes explosifs. Les syndicats et les formations politiques de gauche s'opposeront à ce que fait le gouvernement, que ce soit par son ampleur ou par sa nature, avec un programme différent. De là émergera, je le soupçonne, un processus de fragmentation, dans lequel une société parvient à contrôler, à détruire ou à affaiblir sa classe ouvrière, puis à poursuivre le réarmement et à devenir la coqueluche des États-Unis parce qu'elle fait cela.

D'autres n'iront pas jusque-là, ne peuvent pas y aller. Leur classe ouvrière ne le permettra pas. Elle mettra tout le pays à l'arrêt. À ce moment-là, les dirigeants changeront. Les anciens dirigeants dont nous parlons, les Starmer, les Merz, les Macron, tout ça, seront balayés là où la classe ouvrière se soulève. Soit une classe ouvrière qui est passée à droite, ce serait davantage le modèle allemand, soit une classe ouvrière qui est passée à gauche, ce serait plutôt le modèle français. Quand cela arrivera, et là où cela arrivera, de nouveaux dirigeants proposeront, parce qu'ils y seront obligés, un autre plan. Quel est cet autre plan ? D'une certaine manière, notre conversation répond à la question. Ce seront eux qui diront ce que vous venez de dire.

Vous savez, si nous, ici en Allemagne, nous faisons cause commune avec les Russes, nous pourrions participer au développement de la moitié asiatique de la Russie. Nous pourrions de nouveau avoir accès à une énergie bon marché et inverser la désindustrialisation. Eh bien, la classe ouvrière en Allemagne pourrait accepter cet accord. Et la classe patronale allemande, reconnaissante pour cela, changerait d'alliance et lâcherait les Merz comme une pierre. Ils le jetteraient tout simplement, en le qualifiant d'agent américain — ce qu'il est, de toute façon. Je pense qu'on verrait alors la possibilité d'une toute nouvelle organisation. Et cela exercerait aussi une énorme pression d'un genre nouveau sur la Chine, parce que la Chine devrait désormais se voir non pas comme l'alliée de la Russie, mais comme sa rivale.

Et ils devraient trouver un terrain d'entente avec les Allemands, si c'étaient les Allemands, par exemple, ou les Français. Ce ne sont pas forcément les Allemands, mais il faudrait que ce soit l'un des grands pays, vous savez, eux, ou la Grande-Bretagne, ou l'Italie, peut-être l'Espagne. Mais il faudrait avoir au moins un ou deux des grands de votre côté. Mais je pense que, pour consolider une alliance comme celle-là, les Chinois seraient très tentés d'aider. Et d'aider en envoyant des voitures BYD partout sauf en Allemagne, en veillant à ce que les panneaux solaires soient vendus en Europe du Sud, mais pas tellement ailleurs. Ils l'ont fait. Ils savent comment faire. Ils l'ont déjà fait, d'ailleurs. Si vous regardez où les voitures chinoises sont vendues, et où elles ne le sont pas, c'est un processus étape par étape : ils utilisent les alliances politiques pour ouvrir une porte.

Et ils le feraient. Et je pense que toute l'économie mondiale changerait. Et je pense qu'on verrait assez vite, en Europe, la prise de conscience que ça pourrait être une voie à suivre : avoir accès à la Russie, non pas par la guerre, non pas par la diabolisation, mais presque par l'inverse, en concluant un accord qui vous donne des avantages immédiats et vous permet de gagner des élections, comme une énergie russe bon marché. Imaginez si l'Alternative für Deutschland pouvait faire ça, Glenn. Vous savez, prendre le pouvoir, conclure un accord avec la Russie trois semaines plus tard, rétablir... laisser l'Amérique crier et s'énerver... envoyer des ingénieurs sur place, rouvrir le gazoduc. Allez, c'est parti.

Et maintenant, parlons d'un plan sur dix ans, dans lequel l'industrialisation allemande pourrait contribuer à aider l'ensemble de la Russie, en mettant soigneusement en place des organisations, des entreprises, dont 51 % appartiendraient à des Russes et 49 % à des Allemands. Pendant un certain temps, ils devraient accepter une position secondaire, et ainsi de suite. Tout cela est possible. Et je pense que c'est pertinent, même si cela paraît fantastique, parce que toutes les autres options mènent à des impasses. Qu'est-ce qu'ils vont faire ? Ils ne peuvent pas gagner une compétition, sauf si quelque chose, vous savez, tombe du ciel, dont je n'ai pas connaissance. Comment pourraient-ils rivaliser avec la Chine et la Russie d'un côté, les États-Unis de l'autre ? Ils ne sont pas en position de le faire.

Ils ne vont pas vaincre les États-Unis en Amérique latine, et ils ne vont y parvenir nulle part ailleurs. Vous savez, ce n'est tout simplement pas... Les Chinois ont déjà l'Asie et sont en train de prendre rapidement l'Afrique. C'est fini pour eux. Je pense que c'est aussi fini parce que l'ère du colonialisme est bel et bien morte. On ne peut plus faire ça. Quand vous le proposez, les gens réagissent comme si vous étiez fou, ou alors vous devez le faire d'une manière qui suscite l'opposition. Je veux dire, réfléchissez avec moi : Israël essaie de faire du colonialisme de peuplement à Gaza. Pour mener ce projet, il doit être génocidaire, à un moment de l'histoire où le monde entier est opposé au colonialisme à cause de tous les génocides qu'il a commis.

Même ici, aux États-Unis, un pays fondé sur un colonialisme de peuplement génocidaire similaire, la majorité des gens, aujourd'hui, en partie par sentiment de culpabilité vis-à-vis de l'Amérique, sont passés d'Israël, le petit pays champion qui réussit dans le désert, aux Palestiniens, victimes d'un

génocide colonialiste. Et quand notre président se lève et parle du Groenland, il ne récolte, en gros, que des moqueries. Pareil pour le Canada. Pareil. Même maintenant, il n'arrive pas à mener à bien l'invasion de Cuba. Il n'y arrive pas. Mais c'est là qu'ils vont concentrer leurs efforts, parce que, pour eux, c'est là qu'ils doivent aller. Et je ne pense pas, vraiment, je ne pense pas qu'ils se soucient de l'Europe, pas du tout. En tout cas, c'est comme ça qu'ils en parlent.

#Glenn

Je pense aussi que c'est une cause perdue. Mais voilà le problème. On dirait que c'est désormais la seule stratégie des dirigeants européens : être perçus à Washington comme un multiplicateur de forces. Autrement dit, si nous pouvons montrer que nous sommes capables de vaincre les Russes, alors, soudainement, la valeur de l'Europe sur le marché augmente. Et ils ne cessent de parler de la valeur que l'Europe apporte aux États-Unis. Mais s'ils doivent autant en parler, c'est qu'à l'évidence, ils cherchent à masquer certaines lacunes. Mais, encore une fois, c'est le seul jeu en ville : montrer leur valeur aux États-Unis. Les États-Unis s'engageront envers l'Europe, et c'est la seule vision qu'ils ont pour restaurer la pertinence de l'Europe.

Construire un modèle économique, avoir une architecture de sécurité, idéalement la même qu'ils avaient depuis la Seconde Guerre mondiale. Mais je me demande, juste une dernière question : comment voyez-vous la faisabilité de tout ça ? Parce que vous avez cité les Allemands en exemple. Évidemment, nous avons des problèmes différents partout en Europe. Au Royaume-Uni, on a vu Starmer remplacer, mais plus ou moins par un clone. Donc ça ne va pas faire une grande différence. Macron aussi... il pourrait ne plus être là d'ici peu. Mais vous avez mentionné Merz. Or, bien sûr, il est terrifié par l'AfD parce que, comme vous l'avez dit, leur dirigeant a plus ou moins déclaré : « Si nous gagnons, nous irons d'abord à Moscou et nous essaierons de rétablir les relations, parce que c'est absurde. »

Cela ne sert pas notre intérêt national. Nous allons demander à Zelensky de rendre de l'argent. Donc, c'est essentiellement le retour de l'intérêt national. Mais jusqu'où ? Comment est-ce possible ? Je ne vois pas les élites politiques abandonner le pouvoir. Je veux dire, Merz, qui est étonnamment impopulaire, a essentiellement, selon les médias britanniques, élaboré un plan secret pour retirer à un grand nombre de Länder allemands une grande partie de leurs pouvoirs s'ils gagnent. Dans le Telegraph, ils ont été qualifiés d'États traîtres au sein de la république, parce que s'ils votent pour l'AfD, ils ne seront pas considérés comme fiables pour combattre la Russie dans une future guerre.

Donc ils ne devraient plus avoir le pouvoir, dit le dirigeant le plus impopulaire d'Europe. Je veux dire, c'est assez fou, mais on retrouve les mêmes dynamiques partout en Europe. Vous savez, dans beaucoup de pays que j'ai vus, si vous vous exprimez simplement contre la politique du gouvernement, pour étouffer ça dans l'œuf, ils écrasent toute dissidence : ils diffament, censurent, annulent. Globalement, il y a très peu de dissidence qui soit acceptée. Alors, comment cette

transition du pouvoir peut-elle avoir lieu ? Je veux dire, on ne peut la retenir que pendant un certain temps, avant que le système lui-même ne soit perçu comme un obstacle. Mais là, on parle de révolution. Alors, comment cela pourrait-il se dérouler ?

#Richard Wolff

Eh bien, si un mouvement véritablement révolutionnaire se développe en Europe — et je ne le vois pas... J'espère qu'il existe, mais je ne le vois pas. Mais si j' imagine à quoi il ressemblerait, il devrait avancer cet argument. Il devrait dire : voici les changements structurels que nous allons engager dans cette économie pour sortir de l'impasse qu'est la soumission aux États-Unis et à un capitalisme européen qui, au fond, n'a pas changé depuis son époque coloniale. Il faut en finir avec ça. Et le seul modèle sur lequel ils peuvent aujourd'hui s'appuyer serait une adaptation du modèle chinois. Le modèle chinois, c'est le suivant : vous cédez la moitié de votre économie, en particulier le secteur de la production de biens de consommation. Vous le laissez à l'entreprise privée, très réglementée, très surveillée, et clairement subordonnée au secteur public.

Et le secteur public s'occupe des investissements de long terme, des grandes décisions sur la direction que prend ce pays... Et il peut s'appuyer sur ce que nous avons appris de l'économie keynésienne et d'autres courants économiques : comment orienter la demande, faire en sorte qu'elle soit d'une qualité suffisante pour absorber toute la production, puis organiser, entre les différents secteurs, le développement économique de la société dans son ensemble. Ce que la Chine a montré au cours des quarante dernières années, c'est que ce système hybride, public et privé, avec un État dominant et un parti dominant au-dessus de lui, c'est ainsi qu'on connaît une croissance rapide. Et cette croissance rapide s'est produite dans un pays qui n'a eu recours à aucune forme de colonialisme extérieur.

Ils ne le font pas. Xi Jinping ne se met pas à faire de la poésie sur la Mongolie. Il n'y a aucun équivalent avec le Groenland, le Canada ou le Panama, ou, dans le cas de l'Europe, l'Arctique, ou encore, vous savez, diminuer la Russie, la découper. Remarquez, ils ne le font pas. Ils n'en ont pas besoin, parce que la fonction de tout ça... Et là, vous savez, je pourrais vous citer Rosa Luxemburg, parce que c'est la première à l'avoir dit. Elle disait : « Vous devez avoir le colonialisme si vous ne résolvez pas votre problème macroéconomique d'une autre manière. Alors, cela vous donnera au moins un peu de temps. » Très prémonitoire. Quand vous arrivez au bout — elle écrivait à une époque où il n'y avait plus de terres libres — elle écrivait à la fin du dix-neuvième siècle.

C'est à ce moment-là que c'est devenu clair, à travers un conflit après l'autre. Ici, entre la Belgique et la France. Là, entre l'Allemagne et la Russie. Là encore, entre la Russie et l'Angleterre. De petites escarmouches. Ça n'a pas dégénéré en guerre, mais elles se produisaient sans cesse. Vous savez, il y a un merveilleux livre d'un historien économique britannique nommé Herbert Feis, F-E-I-S. Il s'intitulait — je l'ai fait lire à mes étudiants au fil des années — « L'Europe, banquière du monde ». Il étudiait comment les réseaux bancaires imbriqués finançaient les deux camps dans toutes ces escarmouches. Et ils se parlaient de la guerre colossale qui arrivait, à savoir la Première Guerre

mondiale. Ils écrivaient tous cela au cours des vingt années précédant 1914. Donc, pour moi, je vois ce type de dynamique.

#Richard Wolff

Elle émergerait, mais seulement une fois qu'on aurait montré que toutes les autres configurations possibles, celles qui pourraient lui donner un peu plus de temps, sont soit non viables, soit trop limitées dans le temps. Alors, on crée le vide dans lequel une alternative véritablement anticapitaliste pourrait commencer à trouver un écho.

#Glenn

Autrement dit, pas beaucoup d'imagination pour rectifier le tir avant d'essayer toutes les autres options, maintenant.

#Richard Wolff

Je ne pense pas qu'il reste grand-chose. Il n'y a plus beaucoup de marge.

#Glenn

Eh bien, professeur Wolff, comme toujours, merci infiniment de nous accorder votre temps. Je sais que vous êtes très occupé là-bas, à New York.

#Richard Wolff

Oui, je dois vous dire, à vous et à votre public, que les conditions du changement dans ce pays mûrissent très rapidement. Et nous en sommes tous très heureux. Mais nous sommes aussi très conscients qu'il s'agit d'un pays qui n'a pas connu cette expérience depuis soixante-quinze ans, et qui se réveille en réalisant que la politique, c'est plus que les Républicains et les Démocrates. C'est une ouverture formidable, et cela stimule l'art et la musique d'une manière que nous n'avions pas vue depuis un certain temps. Mais c'est aussi le signe de grands changements. Et la surprise pour l'Europe pourrait venir d'ici.